Mette Frederiksen, première ministre centre-gauche du Danemark : « L'immigration massive est une menace pour la vie quotidienne en Europe »

21/03/2025 à 13h34



Le Premier ministre socialiste danois n'est pas d'accord sur grand-chose avec l'administration Trump.

D'une part, le président américain Donald Trump a menacé d'annexer le Groenland, un territoire autonome dépendant du Danemark. Il a également manifesté une volonté particulière de se ranger du côté du président russe Vladimir Poutine concernant l'invasion de l'Ukraine par ce pays, un sentiment auquel Mette Frederiksen s'oppose ardemment.

Étonnamment, Frederiksen, de centre-gauche, a déclaré à POLITICO dans une interview que le vice-président de l'administration Trump, JD Vance, avait raison en ce qui concerne la migration et la limitation de l'arrivée massive d'étrangers.

Article Fdesouche – « J.D. Vance exhorte les dirigeants européens à réduire l'immigration : "Aucun électeur sur ce

continent ne s'est rendu aux urnes pour ouvrir les vannes à des millions d'immigrants non contrôlés." »

« Je considère cette migration massive vers l'Europe comme une menace pour la vie quotidienne en Europe », a déclaré le dirigeant du riche État-providence scandinave, faisant écho aux propos de Vance tenus quelques semaines plus tôt lors de la Conférence de Munich sur la sécurité. Frederiksen a utilisé indifféremment les termes « migration massive » et « migration irrégulière » lors de l'entretien. (…)

Cette femme politique de centre-gauche se distingue parmi les conservateurs européens comme l'une des seules dirigeantes socialistes encore au pouvoir dans l'Union, en grande partie grâce à sa politique migratoire sévère. Élue en 2019, elle a redoublé d'efforts pour réformer radicalement la politique d'immigration du Danemark, passant d'une politique d'ouverture à l'une des plus strictes d'Europe, voire du monde. (…)

Frederiksen, comme Trump, a constaté que sa base électorale adhère à sa position sur la migration.

Pour limiter l'immigration, le Danemark a déployé un puissant cocktail de politiques dites « zéro » réfugié, notamment des publicités négatives dans les pays d'origine, exhortant les migrants à ne pas entreprendre le voyage ; la confiscation des objets de valeur des migrants pour compenser le coût de leur séjour ; la menace d'expulsions rapides pour les Syriens installés sous le règne de Bachar al-Assad ; et les lois controversées « No Ghetto » visant à réduire la proportion de personnes nées à l'étranger dans les quartiers danois. Le pays a également adopté en 2021 une loi qui pourrait autoriser le transfert de réfugiés vers des centres situés dans des pays partenaires hors de l'UE, comme le Rwanda, une proposition que la Commission européenne a ensuite critiquée.

Frederiksen n'est pas responsable de toutes ces lois – dont certaines ont été introduites avant son arrivée au pouvoir –

mais elle a maintenu ce chemin. (…)

Les critiques ont souligné que des politiques similaires ne fonctionneraient pas dans des pays de l'UE plus grands et moins homogènes comme l'Espagne ou la France, qui ont des populations immigrées beaucoup plus importantes remontant à des générations liées à leur histoire coloniale.

De plus, le Danemark bénéficie de dérogations au traité européen sur la justice et les affaires intérieures, qui accorde à Copenhague une grande latitude pour adopter des politiques qui pourraient être illégales ailleurs. (…)

« Si j'interroge les gens sur la sécurité et leurs préoccupations, beaucoup d'entre eux répondront que la Russie et la défense de l'Europe sont actuellement au cœur de leurs préoccupations. Mais la sécurité, c'est aussi ce qui se passe au niveau local », a déclaré Frederiksen.

« Vous sentez-vous en sécurité là où vous vivez ? Lorsque vous prenez le train, lorsque vos enfants rentrent de l'école, ou quoi que ce soit d'autre dans votre vie quotidienne ? »

Politico

Voir aussi :

« Plan ghetto » : Comment la gauche au pouvoir au Danemark gère l'immigration (Reportage)

Danemark : le ministre de l'Immigration propose d'expulser plus facilement les étrangers condamnés pour crimes graves, même après de longues années de résidence

Mette Frederiksen, Première ministre social-démocrate du Danemark : “Ce sont les classes populaires qui payent le prix de l’immigration de masse”

Les pays nordiques (Danemark, Suède, Norvège, Finlande et Islande) renforcent leur coopération pour faciliter les expulsions de migrants. « Nous devons empêcher qu’ils voyagent à travers nos pays »

Une étude universitaire néerlandaise chiffre à 400 Md€ le coût de l’immigration de 1995 à 2019 (MàJ : Confirmation des chiffres, comme au Danemark, un migrant non-occidental ne contribue jamais positivement aux finances publiques)